

## **ÉLÉMENTS POUR ALIMENTER LE DÉBAT SUR LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS AGRICOLES**

### **NÉGOCIATIONS COMMERCIALES : FAUT-IL RÉFORMER OU SUPPRIMER L'OMC?**

Il est indéniable que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui comme d'autres organisations mondiales soutient des politiques ayant un impact sur le destin de tous les pays au niveau de leurs activités commerciales et industrielles, est un organisme séquestré par les pays dits du premier monde. Par conséquent, elle applique à outrance les politiques hégémoniques et monopolistes de ces pays. Son objectif fondamental, même s'il est officieux, est d'amplifier et de protéger de façon rigide les investissements économiques des grandes multinationales dans les pays en voie de développement, en particulier dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, de l'industrie et des services. Cette stratégie débouche sur une dépendance dangereuse de ces pays aux courants spéculatifs et monopolistes générés par les multinationales. En effet, ces dernières les manipulent de manière à ce que les gouvernements des pays en voie de développement ne puissent pas acquérir la force économique et industrielle suffisante qui leur permettrait d'exécuter, de façon autonome, leurs propres politiques de développement national. On sacralise l'investissement privé sans expliquer que les énormes bénéfices engrangés par ce système vont enrichir de minuscules groupes de pouvoir mus par une soif d'exploitation des ressources naturelles des pays pauvres. Ils ne cherchent que le gain maximum moyennant un effort minimum et discréditent systématiquement l'investissement et l'administration publique en la qualifiant d'inefficace et de corrompue. Il n'est jamais expliqué que ce sont justement les pays riches, par l'intermédiaire de ces multinationales, qui encouragent la corruption et par conséquent, l'inefficacité, la dépendance et la servilité des gouvernements des pays en voie de développement.

L'OMC doit commencer à accepter que les pays en voie de développement disposent du droit de protéger et de développer de façon indépendante leur secteur agricole, et que leur sécurité alimentaire et l'approvisionnement de leurs peuples sont plus importants que le principe abstrait de libre échange. Ce dernier permet en effet aux pays riches de faire de la concurrence adroite avec des produits subsidiés et mis au rabais de façon artificielle, et ainsi, non seulement d'établir un marché sûr pour leurs propres produits, mais aussi de saper tous les efforts locaux orientés vers la souveraineté et la sécurité alimentaires. Le libre échange des produits agricoles rend la concurrence des pays riches et de leurs produits subsidiés absolument déloyale et dénuée de toute éthique. Son objectif est aux antipodes d'un service loyal humanitaire et commence à nuire sérieusement à l'avenir de l'humanité. Son impact négatif se manifeste au niveau de la détérioration climatique et de la contamination des sols

fertiles par des produits chimiques qui certes durant les premières années améliorent leur rendement, mais qui sur le long terme, détruisent leur capacité productive les transformant en friche.

Les investissements de capitaux privés dans le secteur agricole sont à la base des grands bénéficiaires. L'idée est avant tout de réduire les coûts au maximum et le plus rapidement possible. Cette ardeur spéculative sélectionne les produits les plus rentables qui, grâce à une recherche génétique poussée, augmentent la productivité, mais monopolisent également la production autonome de graines. Celles-ci sont vendues à des prix élevés aux petits agriculteurs qui, peu à peu, perdent leur indépendance dans la production de leurs propres graines et deviennent alors les clients obligés des multinationales agricoles. Rappelons que ces dernières sont également productrices exclusives des éléments chimiques indispensables pour la production des graines transgéniques. Les chaînes agroalimentaires des multinationales, formées par les pays du G8, ne sont pas là pour résoudre la crise alimentaire, bien au contraire. Leur but est de l'aggraver en détruisant la production locale pour imposer le libre échange. Aussi, même si la réponse est évidente, le point central des négociations commerciales internationales est de savoir si les pays en voie de développement ont droit à la sécurité alimentaire et à la protection de leurs agriculteurs et de leurs populations, ou s'ils doivent continuer à permettre aux importations de produits alimentaires bon marché, car subventionnés, de déplacer l'agriculture nationale.

Les pays du G8 savent parfaitement, même s'ils ne veulent pas le reconnaître, que les causes principales actuelles de la crise des prix alimentaires se retrouvent dans la spéculation provoquée par les grandes entreprises multinationales et par le développement croissant des agrocarburants comme étant la nouvelle source d'énergie. Toutes ces décisions sont, bien entendu, la conséquence des politiques néolibérales prônées par les gouvernements du G8, par l'OMC, La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, entre autres.

Le G8 encourage ouvertement une nouvelle « révolution verte » sur le continent africain et l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés comme étant la solution à la crise alimentaire. De nombreux pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et du Nord ont fait l'expérience de cette « révolution verte ». Ils possèdent maintenant des surfaces gigantesques de terres non arables car contaminées par les produits agrochimiques employés à chaque récolte pour obtenir plus de rendement. Si l'on ajoute à cela une agriculture industrielle développée utilisant des graines transgéniques, de grandes quantités de pesticides et d'engrais chimiques et qui se fonde sur la monoculture, quel en sera le résultat ? Encore plus de millions d'agriculteurs endettés, de terres endommagées par la pollution chimique, un exode rural et un agglutinement dans les banlieues des métropoles, moins d'emplois dans le secteur agricole, plus de migrations et une pauvreté accrue.

La crise alimentaire permanente dont souffrent les pays les moins développés n'est pas la conséquence d'une incapacité à produire suffisamment de nourriture... Le problème est que l'on ne produit pas pour le bien être de l'humanité mais dans le but

d'obtenir le plus de bénéficiaires en fonction du marché. C'est ainsi que l'on manipule la production agricole en créant une carence pour spéculer et obtenir une grande rentabilité qui permettra de continuer à grossir le portefeuille des grands producteurs et négociants alimentaires.

Les pays du Nord n'arrêteront pas de subventionner la production agricole des industries agroalimentaires des Etats-Unis et de l'Europe. Au contraire, ils vont augmenter ces subventions et ils continueront à faire pression pour que tous les pays libéralisent totalement leur production agricole et d'autres services afin de s'uniformiser vers le capitalisme comme unique modèle de développement. Mais que promet ce modèle de développement en matière de sécurité alimentaire ? Il promet la privatisation, la commercialisation de toutes les ressources naturelles nécessaires à la production de denrées alimentaires : les sols, l'eau, les graines, les engrais. C'est encore dommage pour eux de ne pas encore pouvoir privatiser le soleil, l'air et l'environnement.

Les pays du G8 sont responsables de la crise alimentaire mondiale, de la détérioration et de la pollution environnementale, ils sont responsables des catastrophes naturelles qui touchent de nombreux pays comme conséquence directe du changement climatique. Ils sont responsables de la malnutrition, de la pauvreté et des maladies dont souffrent les populations du Sud, ils sont responsables de l'effet de serre, des nouvelles maladies comme la « vache folle », la « grippe aviaire » et autres qui sont le fruit des manipulations génétiques. En somme, ils sont responsables de pires maux qui affectent l'humanité et ce, à cause de leur appétit vorace et insatiable de richesses et de pouvoir. Les pays pauvres ne doivent pas oublier que leur pauvreté est le résultat de l'opulence des pays industrialisés et riches du G8 qui affichent un comportement inhumain, désolidarisé, injuste et avare. Seulement si les pays du Sud sont foncièrement convaincus qu'ils sont les victimes de l'avidité des pays du G8, nous pourrions proposer des mesures radicales pouvant modifier le cours et l'orientation de l'OMC et d'autres organisations internationales prisonnières des grandes puissances et transformées en agents de domination planétaire.

## **POLITIQUES AGRICOLES: QUEL EST L'IMPACT DES POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS-UNIS ? QUELS SONT LES OUTILS À DISPOSITION DES PAYS DU SUD ?**

Près de deux décennies après la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, et surtout en plein désordre financier mondial provoqué par la plus grande puissance économique mondiale, il est évident que la sécurité alimentaire continue à se détériorer. La politique protectionniste et les millions de subsides des gouvernements de l'Union Européenne et des Etats-Unis envers leurs producteurs agricoles sont toujours en vigueur et constituent un avantage absolu, déloyal et injuste en faveur de leur agriculture. Les deux blocs manoeuvrent avec obstination pour concrétiser des traités de libre échange avec les « pays du Sud » d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique, même s'ils sont conscients des conséquences dans les pays qui ont signé lesdits traités. Quels sont les résultats ? Pour les pays du Sud s'étant placés dans une situation d'inégalité, la pauvreté de la majorité de leurs habitants n'a pas diminué alors

que le nombre de personnes pauvres lui, a augmenté. On remarque cependant que la richesse d'une poignée de pays détenant le pouvoir économique et politique n'a cessé d'augmenter.

Selon la FAO, les prix élevés des produits agricoles enregistrés entre 2005 et 2007 ont débouché sur un ajout de 75 millions de personnes au nombre déjà énorme de personnes souffrant de la faim. La production de biocarburants, politique qui se généralise en Europe et aux Etats-Unis, est en train de miner l'offre de la nourriture. Les investissements, par le biais des multinationales agroalimentaires, ne sont pas destinés à fournir plus et de meilleurs aliments pour l'humanité, mais à obtenir le plus de bénéfiques possible, même si cette stratégie provoque la faim. Jacques Diouf, Directeur Général de la FAO, soutient: « nous devons corriger le système actuel car il génère l'insécurité alimentaire mondiale et ce, à cause des distorsions du marché international dérivées des subventions agricoles, des tarifs douaniers et des barrières techniques au commerce, mais aussi à cause de la distribution inégale des ressources provenant de l'aide officielle pour le développement et des budgets nationaux des pays en voie de développement. »

Pour les pays du Sud, rien que la disparition des subsides officiels des gouvernements du Nord à leurs agriculteurs serait un élément positif qui leur permettrait de faire concurrence sur le marché alimentaire mondial.

## **QUEL EST LE RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT? ET COMMENT L'ÉVALUÉR?**

Juin 2002, Rome, sommet sur l'alimentation de la FAO : les plus riches nations s'engagent à donner 20 milliards de dollars pour aider ceux qui souffrent le plus du manque d'alimentation. On ne versera finalement que 200 millions. En quoi consistent ces dons ? On envoie de la nourriture. À qui achète-on cette nourriture ? Aux multinationales agroalimentaires européennes ou nord-américaines. En définitive, ceux qui souffrent de la faim reçoivent de la nourriture pour une période déterminée puis retombe dans une phase de pénurie. Mais cela ne s'arrête pas là, avec l'arrivée de ces énormes quantités d'aliments, on dissuade voire annihile toute forme de production alimentaire locale.

En Bolivie, les gouvernements néolibéraux ont accordé aux agroindustriels des crédits à taux extrêmement bonifiés qui parfois sont irrécouvrables afin que ceux-ci produisent pour l'exportation puisque la priorité n'est pas d'approvisionner le marché intérieur. Pour le système bancaire, les agriculteurs et les petits producteurs ne sont pas éligibles pour ce type de crédit puisqu'ils ne remplissent pas les conditions permettant aux banques de gagner de l'argent. Cependant, ce sont bien les agriculteurs et les petits producteurs qui produisent la majeure partie des aliments consommés par les Boliviens. Ils produisent la plus grande diversité de produits alimentaires approvisionnant les marchés locaux, créent des emplois et proposent aux consommateurs urbains des produits à bas prix. Toutefois, ce sacrifice les condamne à la pauvreté. L'absence de denrées importées et subventionnées et aux prix parfois spéculatifs pourrait diminuer la pauvreté rurale et permettre d'entamer un processus de

développement de ces régions. La Réforme Agraire de 1953 abolissant le latifundium et le travail forcé des populations indigènes, n'a paradoxalement pas empêché, au fil du temps et des successions de gouvernements politiques pro capitalistes et néolibéraux, qu'un passage massif au microfundios (atteignant parfois les surcofundios), surtout dans les zones les plus peuplées, les hauts plateaux et les vallées, n'ait lieu. En outre, on a observé le retour vorace de certains grands propriétaires fonciers dans les zones les moins peuplées, plus vastes et les plus fertiles du pays : les plaines tropicales du Nord et de l'Est vendues par les dictatures militaires pour 10 ou 20 centimes boliviens (1,4 ou 2,8 centimes de dollars américains) par hectare ou même parfois données gratuitement et de façon illégale. C'est ainsi que sont apparus des grands propriétaires dont les terres dépassent parfois les cent mille hectares. La fragmentation excessive des terres andines de l'occident national ne pouvait que déboucher sur une plus grande pauvreté, un exode permanent des populations indigènes vers les centres urbains et un abandon alarmant des sols appauvris. Les jeunes indigènes sont partis et continuent à désertir leurs terres à la recherche de meilleures conditions de vie. Sur ces terres ne restent plus que les personnes âgées et les enfants condamnés à la pauvreté et à la faim. Pour remédier aux déséquilibres sévères au niveau de la propriété des terres, la nouvelle Constitution Politique de l'État limite la surface de la propriété à cinq mille hectares maximum et établit également un système de dotation de terres fiscales aux agriculteurs, populations indigènes et aux communautés interculturelles possédant peu ou pas de terres du tout. Par ailleurs, elle oblige l'État bolivien à soutenir l'organisation des petits producteurs en leur fournissant les biens et services nécessaires à leur développement : assistance technique, financière et technologique, amélioration des processus de production et de l'infrastructure productive.

## **SOCIÉTÉ CIVILE: QUELLE EST LE RÔLE DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES ALLIANCES AVEC LES ONG ?**

« Les petits exploitants et exploitantes du monde entier ont subi les effets dévastateurs des politiques de libre échange et de l'OMC aussi bien dans la production locale de produits alimentaires que dans leur vie privée. Outre le fait d'endommager les sols à cause de la contamination chimique, le développement de l'agriculture industrielle qui préconise l'utilisation de graines transgéniques, de grandes quantités de pesticides et d'engrais chimiques et qui se fonde sur la monoculture, a plongé des millions d'agriculteurs dans l'endettement. » (Citation de Yoshitaka Mashima, agriculteur d'un pays riche, le Japon). Si même cet agriculteur issu d'un pays du premier monde considère la situation de cette façon, imaginez alors les conditions dramatiques dans lesquelles survivent les agriculteurs et petits producteurs des pays du tiers monde.

Les agriculteurs boliviens, en particulier ceux qui habitent les hauts plateaux et toute la région andine, ne produisent plus comme avant. Les terres sont devenues rares, l'irrigation est insuffisante ce qui provoque l'érosion des sols et une baisse de la fertilité. Pour les gouvernements néolibéraux, la solution réside dans la souscription au traité de libre échange avec les Etats-Unis. De cette façon, il y aurait alors abondance de denrées alimentaires. Conscient, le peuple a su résister à cette offre, mais il est impératif que les agriculteurs, qui politiquement et culturellement sont parvenus à un

saut qualitatif impressionnant, renforcent leur organisation et leurs alliances avec d'autres organisations. De nombreuses ONG soutiennent la vague de changements que connaît la Bolivie et en collaboration avec le nouveau gouvernement plurinational, elles contribuent à l'adoption de politiques agricoles orientées vers la rationalité écologique et garantissant « la souveraineté et la sécurité alimentaires, favorisant la production et la consommation de produits agricoles produits sur le territoire bolivien », comme le stipule l'Article 406 de la nouvelle CPE.

## **QUEL PLACE OCCUPE L'AGRICULTURE FAMILIALE?**

L'agriculture familiale est une agriculture de subsistance impliquant une petite production excédentaire destinée au marché intérieur, lui-même suffisamment approvisionné en produits agricoles pour satisfaire à la demande urbaine. Toutefois, la production familiale suppose un coût de production élevé et se commercialise sur les marchés à des prix subventionnés. Ceux-ci favorisent le consommateur urbain, mais maintiennent le producteur dans la pauvreté. Cependant, il semble clair que la rationalité du producteur bolivien de produits agricoles n'a pas pour but l'appât du gain, mais bien le fait de répondre aux besoins alimentaires des groupes sociaux voisins. Le marché y est considéré comme un moyen et non pas comme une fin. Par ailleurs, cette rationalité, outre le fait qu'elle préserve la terre et l'environnement, s'oppose radicalement au modèle d'alimentation mondiale et à l'économie de marché dont le bon fonctionnement n'est possible qu'en éradiquant la production agricole autonome. C'est la condition sine qua non pour assurer le développement du marché mondial. Même si la nouvelle CPE reconnaît pleinement le droit à l'alimentation, cette dernière ne pourra être garantie que s'il existe une souveraineté alimentaire. La Bolivie est un des pays du monde les plus riches en matière de sols écologiques et est en mesure de produire toute la palette de produits agricoles nécessaires à l'alimentation humaine. On peut donc soutenir et réaffirmer ce que les agriculteurs répondent à la question « Qu'est ce qui produit ici ? », à savoir : « ce qui n'est pas semé, ne produit pas ». C'est pour cette raison qu'il est inacceptable de voir que 60% de la population du pays, en particulier les populations indigènes des zones rurales, hommes, femmes et enfants, souffrent de la faim, de malnutrition et d'une pauvreté lancinante.

## **QUEL EST LE RÔLE DES INVESTISSEURS PRIVÉS ? QUELLES SONT LES RÉGLEMENTATIONS SPÉCIFIQUES ?**

En Bolivie, dans la production agricole, les grands investisseurs privés sont peu nombreux et leurs investissements se limitent à la production de soja, de sucre, à l'aviculture et à l'élevage. Ce sont pour la plupart, des produits destinés à l'exportation surtout en ce qui concerne le soja et le sucre, les poulets et le gros bétail. Ce sont des titres pour lesquels le capital investi est rapidement récupéré et les bénéfices juteux. L'immense variété de produits agricoles demandés par le consommateur national sont produits par les agriculteurs et les petits producteurs. Pour les entrepreneurs agroindustriels et les gouvernements néolibéraux de l'époque, la priorité était donnée à l'obtention de contingents d'exportations. On exportait les produits à des prix parfois inférieurs aux prix demandés aux consommateurs locaux. Depuis la révolution nationale puis au cours de l'étape de néolibéralisme, grâce aux crédits à taux bonifiés

devenus, avec le temps, irrécouvrables et aux dotations légales et illégales de milliers d'hectares de terres fertiles, les gouvernements boliviens ont apporté leur soutien à une bourgeoisie naissante qui, loin de devenir une force et un moteur de développement, s'est transformée en négociante, spéculatrice, parasite et « sangsue » de l'État.

La nouvelle « Carta Magna » de l'État Plurinational établit de politiques de promotion et soutien aux secteurs productifs agricoles et au programme de sécurité et souveraineté alimentaires en faveur du peuple bolivien grâce à une production de produits alimentaires à un prix équitable.

### **QUELLE EST LA LÉGITIMITÉ DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET COMMENT L'APPLIQUER?**

Bien qu'une tendance à la hausse des prix est en cours depuis de nombreuses années, cette augmentation s'est accélérée pour plusieurs raisons au cours de l'année 2008. Le phénomène est la cause d'une sérieuse crise de sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement, surtout dans les zones rurales où la plupart des producteurs dépensent plus de la moitié de leurs revenus en nourriture. Les experts alertent sur le fait que sans réponse responsable et collective, l'augmentation des prix des produits alimentaires pourrait causer l'ajout de 100 millions de personnes à celles qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté. Cela provoquerait un recul important au niveau des progrès faits au cours des dernières années dans l'atteinte des OMD visant, entre autres, à réduire le nombre de personnes souffrant de la faim.

Selon la FAO, en 2008 et à l'échelle mondiale, 40 millions de personnes ont souffert de la faim pour les raisons expliquées précédemment. Le nombre de personnes victimes de sous-alimentation en Amérique Latine et dans les Caraïbes (ALC) a atteint les 51 millions au cours des années 2006-2007 alors qu'il était descendu à 45 millions en 2005. Dans la région andine, selon un rapport de la Communauté Andine des Nations (CAN), le pourcentage de population vivant dans des conditions de pauvreté et de sous-alimentation dépassent les chiffres moyens rapportés au niveau de l'ALC. En Bolivie, selon un rapport de la CEPALC (2008), 54% de la population vivent sous le seuil de pauvreté et des données issues du Programme Alimentaire Mondial (PAM) de 2008 indiquent que 32% des enfants boliviens de moins cinq ans souffrent de malnutrition chronique, la Bolivie étant le pays le plus touché de la région.

Cette vision d'ensemble est plus complexe du point de vue du genre puisque la femme est responsable de l'alimentation de la famille, même si elle n'a aucun contrôle sur les revenus du ménage. Ainsi, les inégalités de genre en Amérique Latine placent les femmes dans une position désavantageuse par rapport aux hommes. Selon des statistiques nationales, la majorité des femmes ont un accès plus réduit à l'éducation, à la santé, à un emploi digne, à l'alimentation, à la propriété, au pouvoir politique et aux ressources économiques. Les tâches domestiques représentent toujours une lourde charge non rémunérée et non reconnue comme étant une contribution de la femme à l'économie familiale et nationale. La situation est encore pire dans les zones rurales où

les femmes n'ont ni accès aux terres ni au logement. En cas de pénurie, on donne fréquemment la priorité à l'alimentation des hommes aux dépens de celle des femmes.

Aujourd'hui tout le monde reconnaît que le changement climatique, causé par le mode développement des pays industrialisés, aura de graves conséquences sur la sécurité alimentaire des pays pauvres. C'est pour cela que les politiques publiques doivent prendre en compte les défis d'adaptation aux changements climatiques auxquels font face les petits agriculteurs et que les pays riches respectent leurs engagements en matière de réduction de leurs émissions et de financements pour l'adaptation.

En Bolivie, les politiques orientées vers l'agroexportation dans un contexte de libéralisation et d'ouverture commerciale ont donné la priorité aux cultures industrielles aux dépens de la petite production agricole. Ainsi, une première évaluation de ces politiques de commercialisation et de distribution alimentaires, d'accès aux terres et des moyens de traitement (eau potable et énergie), de même que l'étude des politiques fiscales et de la souscription aux accords commerciaux asymétriques, ont montré que les impacts négatifs touchent essentiellement les petits producteurs. En effet, elles révèlent une plus grande concentration de terres pour la production agricole capitaliste (grande production).

D'autre part, au cours des deux dernières décennies, on a pu observer une nette perte de poids de la branche Agriculture, Sylviculture et Pêche au niveau du Produit Intérieur Brut. En effet, alors qu'en 1988 cette branche participait à 15,74% du PIB, en 2007, elle ne le faisait plus qu'à hauteur de 10%. On a pu constater cette même tendance pour l'agriculture uniquement qui alimentait en 1988 le PIB de 10,1% passé, en 2007, à 7%. L'industrie alimentaire de son côté, apporte elle aussi une contribution à la baisse : 5,41% du PIB en 1992 pour 4,18% en 2007.

La caractéristique commune aux politiques empêchant la mise en place effective du droit à l'alimentation est qu'elles ont été conçues et appliquées sans la participation des communautés destinataires. En outre, celles-ci ne disposent pas de l'information et de l'analyse nécessaires pour influencer les décisions par l'intermédiaire d'un débat plus symétrique entre le gouvernement et la société civile. C'est pour cela que les efforts palliatifs des politiques cherchant à réduire l'insécurité alimentaire n'attaquent pas les causes du problème, mais ne font qu'en réduire les effets.

Les **problèmes spécifiques** sur lesquels se penche la proposition sont principalement liés **aux conditions aggravées de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des groupes les moins favorisés** de la société, et à la **faiblesse structurelle des acteurs de la société civile** en général et des acteurs intéressés par la sécurité alimentaire en particulier afin d'élaborer et de développer un ordre du jour pour un débat visant à influencer les politiques publiques. De cette façon, les problèmes auxquels ils faut faire face sont les suivants :

1. En Bolivie, à la vulnérabilité des petits producteurs s'ajoute l'orientation des grands producteurs vers des cultures d'exportation agroindustrielles. Ces deux facteurs engendrent la concentration des terres qui, accompagnée d'une réduction du pouvoir d'achat des ménages à cause de l'inflation, génèrent des problèmes de souveraineté alimentaire et accentuent la pauvreté.
2. La pression exercée sur les ressources naturelles de la part des industries extractives transnationales provoque des conflits avec les communautés paysannes et indigènes qui se voient déplacées de leurs territoires.
3. Dans le pays, on retrouve des expériences isolées de réseaux thématiques, encore au stade de développement, qui ont fait quelques avancées en matière de droit à l'alimentation, d'accès aux terres et aux moyens de production, commercialisation et distribution de même qu'en termes de participation à l'élaboration de politiques publiques. Cependant, ces progrès requièrent l'élaboration d'informations et d'analyses traitant certes les effets, mais surtout les causes et les mesures correctives, comme la planification d'actions de réaction intégrant dans le débat une multiplicité d'acteurs de la société civile<sup>1</sup> et ce, à différents niveaux (national y infranational).
4. La participation de la société civile disposant d'informations et d'analyses pour débattre et influencer les politiques publiques sur la sécurité alimentaire est rare, aussi bien au niveau local que national. À l'échelle régionale, cette faiblesse est encore plus visible pour ce qui est de la participation des gouvernements et de la société civile à des conférences visant à trouver des solutions aux problématiques énoncées, telles que la pauvreté, la réchauffement climatique et la faim. Sur fond de crise internationale et compte tenu de l'ampleur des problèmes à résoudre, il est indispensable que la participation et l'intégration de propositions aient lieu à tous les niveaux : international, régional, sous-régional, national et local.

La nouvelle politique alimentaire de Bolivie est soutenue par plusieurs articles de la nouvelle Constitution Politique de l'État qui met l'accent sur le fait que l'accès aux denrées alimentaires est un droit humain. Le Gouvernement national, en vertu de la « Carta Magna », est obligé à prêter plus d'attention à la production de produits alimentaires, à créer une banque de graines et des centres de recherche génétique et à fournir une infrastructure productive, industrielle et les services de base pour le secteur agricole. En outre, elle garantit une offre de biens et de services suffisants pour couvrir de façon appropriée les besoins fondamentaux intérieurs et renforcer la capacité d'exportation.

---

<sup>1</sup> ONG, réseaux de défense des droits humains, instituts de recherche, universités publiques et organisations de petits producteurs dans les zones régionales (Amérique Latine, les pays andins, MERCOSUR, UNASUR).